

Loi sur le CO₂

Vote le 13 juin 2021 sur la loi adoptée par le Parlement suisse.

- Objectifs de réduction des émissions de CO₂ (p/r 1990) : 50% en 2030 — Zéro net en 2050 — 3/4 en Suisse (en 2018: 13.6% déjà atteints).
- Fiscalité du carbone, « Fonds pour le climat » taxe incitative sur les combustibles de 96 à 216 Fr/tonne, essence 12 ct./Litre, échange de quotas, billets d'avion.
- Promotion et interdictions : énergies, isolation thermique, émissions négatives, finance (FINMA, BNS).
- Mécanismes complexes d'exemptions et de subventions.

Arguments :

- Fondements scientifiques insuffisants et exagérés. Le climat est utilisé comme prétexte, urgence non avérée.
- Objectifs irréalistes, dimensions démesurées.
- Coûts exorbitants pour des résultats futiles et dérisoires.
- Impact sur le climat plus que négligeable, même si toutes les parties satisfaisaient à l'accord de Paris.
- Incohérence énergétique avec la suppression programmée du nucléaire et la promotion de renouvelables intermittentes.
- La Suisse est déjà championne mondiale de l'efficacité carbone de son économie. Éliminer une tonne supplémentaire coûte d'autant plus cher. Agir ailleurs serait plus efficient.
- Elle s'offre en victime expiatoire à la concurrence mondiale.
- Mainmise étatique, planification industrielle et énergétique.
- Pas de mesures d'adaptation spécifiées, signe du manque d'importance de la question climatique en soi.

Inutile - Inefficace - Couteuse - Contreproductive - Dangereuse

Argumentaire politico - climatique

Science
Extrapolations
Alarmisme
Économie
Politiques
Motivation
Loi sur le CO₂

Michel de Rougemont
Mars 2021

contact@mr-int.ch
blog.mr-int.ch

 RR's Blog
On & Off the Line



Extrapolations économiques

Il est suggéré que les changements climatiques apporteront plus de tourments que de bienfaits. Rien ne le prouve.

Revue des estimations de pertes de revenu dues au climat (W. Nordhaus, prix Nobel d'économie 2018) :

En augmentation avec l'élévation de la température. Pour 3 °C pertes de -2.04 (±2.21) % (ne rien perdre est possible), pour 6 °C pertes de 8.16 (± 2.43) %.

« Coût social » du carbone passant de 30 USD/tonne CO₂ en 2020 à 100 USD/t en 2050

Rapport du GIEC SR15 (2018)

fait passer l'objectif de Paris de 2 °C à 1,5 °C, ce qui exacerbe l'urgence ;

fixe un « budget carbone » au delà duquel l'objectif ne sera pas atteint, ce qui détermine un « time to zero » pour l'économie ; requiert l'engagement d'au moins 2400 Mrd USD par année pendant au moins trente ans (3% du PIB mondial).

Exiger une dépense supplémentaire à plus de 30 fois 3% du PIB pour éviter des pertes de 2 à 4 % 80 ans plus tard est une folie.

Les ordres de grandeurs sont perdus de vue.

Substituer 85 % de l'approvisionnement énergétique du Monde demanderait par exemple la mise en marche de 1 000 centrales nucléaire de 1,6GW, une par jour pendant 30 ans.

Les technologies de substitution ou de capture et séquestration du CO₂ n'existent pas à une échelle industrielle démontrée. Les investissements nécessaires ne peuvent même pas être évalués à ce jour.

Cap & Trade :

Application d'un modèle de soi-disant économie de marché mais qui reste fondé sur l'arbitraire étatique (fixation de quotas). Jeu de somme nulle: n'effectue que des transferts de fonds sans que les conditions économiques fondamentales ne changent.

Alarmisme

Par la mise en exergue de simulations de scénarios délibérément exagérés, des prédictions sont faites qui ne correspondent pas [encore ou jamais] à la réalité.

Si les bases physiques sont plausibles, cela n'indique pas que les résultats soient ni avérés ni probables.

Par défaut, les changements climatiques ne sauraient être la cause de tous les maux de la Terre.

Montée des eaux, disparition d'îles et zones côtières

actuellement d'environ 30 cm par siècle.

pas de pertes de surface déjà mesurables sur les îles coralliennes du Pacifique ni ailleurs.

Fréquence, intensité et dégâts des ouragans et des tornades

aucune observation ni tendance ne le confirme, au contraire la valeur des dégâts est due à la démographie et à la croissance économique (il y a plus de gens ayant plus à perdre).

Biodiversité

Ourts polaire, toujours en danger, pas en voie de disparition.

La disparition d'autres espèces a bien d'autres causes, non élucidées.

Cette science et ses chiffres sont plus qu'incertains.

Attribution abusive d'événements au changement climatique :

Piées diluviennes et inondations

Périodes de sécheresses

Feux de forêts

Migrations de populations

Les effets néfastes et catastrophiques potentiels des changements climatiques en cours ne se sont pas [encore] manifestés.

menonges, omissions et suggestions

Science

Un seul laboratoire, la Terre, pas d'expérimentation possible.

Changements climatiques : sur le long terme, périodes glaciaires et interglaciaires

Variations météorologiques : périodes plus ou moins chaudes et/ou sèches, pouvant durer plusieurs années (Genèse 41:29).

Faits observés :

- La sortie du petit âge glaciaire à la fin du 18^{ème} siècle fut initiée par autre chose que l'activité humaine.
- Réalité d'un réchauffement global. De ~1 °C depuis le début de l'ère industrielle, plus élevé sous de hautes latitudes. Fonte des glaciers, migrations d'espèces, raccourcissement des cycles de culture.
- Émissions anthropiques de CO₂, dont 45% sont restés dans l'atmosphère et 55% séquestrés par la biomasse et les océans.
- Pas de corrélation valable entre CO₂ et réchauffement.

Modélisation

(utile pour tester des hypothèses scientifiques) :

- Nécessaire car évolution trop lente, impatience.
- Modèles grossiers et simplificateurs, fondés sur ce qui est connu, incapables d'intégrer les nombreuses inconnues.
- Paramètres ajustés pour obtenir le résultat escompté. Black boxes invérifiables.
- Plausibilité physique du forçage radiatif causé par les gaz à « effet de serre ».
- Erreur monumentale dans l'appréciation de la sensibilité de la température aux variations de la concentration en CO₂.
- D'où « surchauffe » de la plupart des modèles par un facteur 2-4 par rapport à la vitesse observée depuis 1978.

Modèles invalides pour quelque projection que ce soit.

Causes profondes

La peur mauvaise conseillère, justifiant toutes les soumissions.

L'homme à la recherche de conditions de survie, plus sensible aux mauvaises nouvelles qu'aux bonnes.

Perte d'orientation : religions, idéologies politiques, postmoderne. Et pourtant : méfiance de la science et de la connaissance. Experts acceptables si conformes à la doctrine dominante.

Quête de garantie, de réconfort, de rédemption et de confirmation. Préférence à la médiocrité car égalitaire en tout. Haine du progrès.

Double hubris :

- de culpabilité: nous sommes nos propres ennemis;
- de rédemption: nous sommes la solution.

Élan eschatologique devenu « mainstream », aussi pour les églises.

Agrégation de tous les autres maux du Monde à la question climatique: biodiversité, pollutions, pauvreté, conflits, migrations, minorités et genres opprimés, etc.

Nouveau mantra : durabilité et générations futures.

Alarmisme comme mode permanent de communication

L'ennemi c'est l'autre :

- Renaissance de l'intolérance, même au débat ouvert.
- Sceptiques associés aux négationnistes, incompetents, criminels, complices de sombres puissances économiques
- Continuation des mensonges: biais de confirmation, dynamique de groupe, peur de la perte
- Le critique est accusé de complotisme.

Priorité à la nature ou à l'homme?



Après correction des exagérations de sensibilité du climat au CO₂ et des extrapolations fondées sur des scénarios irréalistes, l'urgence climatique sera retardée d'un siècle ou plus.

- Peinture du diable sur la muraille. (généralement) attribués au changement climatique.
- Événements catastrophiques – fréquence et intensité des ouragans, incendies forestiers, inondations – faussement (mensonges) attribués au changement climatique.
- Seul mode de régulation considéré : les causes anthropiques, avant tout par les gaz à effet de serre, avant tout le CO₂ issu des carburants fossiles.
- Fréquences et violents événements météorologiques (tempêtes et ouragans, précipitations et inondations).
- Hausses de température, montée du niveau des mers, plus contrastées.
- Vastes marges d'incertitude permettant de tout affirmer et son contraire.
- Résultats :**
- Permet de justifier toute alarme et toute politique.
- Ignore les progrès techniques et changements structurels.
- Utilise bien plus que les réserves prouvées de pétrole et de gaz.
- Cas extrême irrealiste (RCP8.5) privilégié pour décrire un scénario de « business as usual ».
- Centres sur la continuation des émissions de CO₂ et autres gaz à effet de serre (CO₂ équivalent).
- Paramètres : Scénarios élaborés pour projeter l'évolution possible du climat.

Extrapolations techniques

- pas de bonne protection sociale ou environnementale dans la richesse = intelligence + énergie (corrélation à plus de 98%)
- Développement
- Grand confusion : tous les problèmes de développement et d'environnement associés au climat, grosse valise fourre-tout
- Mesures illusives : transition énergétique, certificats carbone.
- culpabilité du Nord vis à vis du Sud : paiements à assurer.
- futilité car inefficace, coûteux et toujours injuste ; qui donnera des consignes ;
- engagements des pays, vérification par autorité supranationale
- centres sur la mitigation plutôt que la prudente adaptation ;
- pas de doute sur la cause ni sur la solution ;
- Accord de Paris COP21 :
- comptes à rendre pour les successeurs... ou les suivants.
- sans effet électoral négatif à court terme, au contraire ;
- mesurable donc supposé gérable ;
- (CCNUCC) de 1992 ;
- la solution (décarbonation) précède le problème
- Causa climatica** : cas idéal pour une prise de pouvoir
- Les experts (GIEC) aux commandes : juges et parties, irrevocables.
- Beaucoup de parties intéressées et qui se saisissent de l'aubaine
- Invocation de la « tragedy of the commons » à propos du climat.
- mondiale.
- Recherche d'une cause globale pour instaurer une gouvernance

Politique climatique